

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il n'y a pas eu de zapping électoral entre 2002 et 2004
!

**Dissolution de l'Assemblée nationale,
Pas touche à la Sécu !**

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 31 mars 2004

Démocratie & Socialisme

Dans une dictature, après un désaveu aussi spectaculaire que celui des 21 et 29 mars, renommer un Premier ministre identique, cela se fait... mais pas dans une démocratie !

Chirac exprime son mépris des 13 millions d'électeurs qui se sont mobilisé plus que tous les scrutins précédents pour donner plus de 50 % des voix à la gauche et lui confier 25 régions sur 26, ainsi qu'une majorité de départements ! Il exprime aussi son mépris des millions de grévistes et de manifestants du printemps 2003 qui viennent de lui faire savoir qu'ils n'avaient pas perdu.

Il insulte deux fois les électeurs en disant « Je ne change pas Raffarin » et « Je ne change pas de politique ».

Il prétend continuer de nous faire reculer vers le 19^e siècle, quand nous n'avions pas de vraies retraites, de protection sociale, de santé gratuite, de droit du travail, pas de service public. Toutes ses prétendues réformes sont des régressions, des destructions d'acquis.

Le peuple français, majoritairement à gauche, lui, veut que ça progresse, il veut aller de l'avant, il veut une redistribution des richesses, une réduction des inégalités.

Arque boutée à l'Élysée et à Matignon, la droite chiraquienne minoritaire, réactionnaire dirigée par le Medef, s'entête contre les forces vives du pays, contre les salariés, contre l'immense majorité de ceux qui produisent des richesses et n'en reçoivent pas leur juste part.

La Gauche a été utilisée par un puissant vote populaire, elle se doit de défendre un programme social, annoncer qu'elle abrogera la loi sur les retraites, et mettre en garde clairement Chirac : déjà mal élu, dans des circonstances exceptionnelles en avril-mai 2002, il est aujourd'hui illégitime et au lieu, de maintenir Raffarin, aurait dû, soit se démettre, soit se soumettre, soit démissionner, soit dissoudre l'Assemblée.

D'ailleurs n'a-t-il pas dissous l'Assemblée sans raison en 1997 ? Cette fois il y a une raison !

C'est la majorité sociologique qui a gagné. C'est le salariat (88 % de la population active !) et les jeunes (salariés en formation), et les retraités (anciens salariés dont la retraite dépend directement des salaires) et les chômeurs (salariés temporairement privés d'emploi) qui a déterminé cette violente poussée électorale.

Quand cette majorité sociologique fait défaut à la gauche, c'est parce qu'elle est déçue.

Quand la droite attaque cette majorité sociologique, celle-ci se remobilise pour voter à gauche.

Contrairement à ce que disent tant de commentateurs, ce n'est pas un zapping électoral ni une versatilité du peuple français entre le 21 avril 2002 et le 29 mars 2004.

Le 21 avril 2002, la gauche avait 42,96 % des voix, et la droite 40,56 % des voix... Il ne s'en est fallu que de 200 000 voix pour que Lionel Jospin ne soit pas au deuxième tour... Ce qui s'est passé au sein de la gauche, c'est que le centre de gravité de celle-ci s'était déplacé vers la gauche, signifiant au Ps que le peuple attendait de lui une politique plus à gauche.

Dissolution de l'Assemblée nationale,
 Pas touche à la Sécu !

Là, le 29 mars 2004, ce n'est pas 200 000 voix mais ce sont 3 à 4 millions de voix qui se déplacent vers la gauche pour rejeter fermement la droite.

Les deux votes du 21 avril et du 29 mars vont dans le même sens.

C'est la même majorité sociologique qui se manifeste, les mêmes exigences. Ce n'est pas un retournement, ni une instabilité. C'est au contraire une constante : les Français votent systématiquement contre le libéralisme, ou contre ceux qui font des concessions au libéralisme !

Ils veulent une hausse des salaires : que les 11 % pris depuis 20 ans, par les profits aux salaires, reviennent aux salaires ! Ça sera bon pour la Sécu, les retraites, la relance !

Ils veulent qu'on abroge la loi Fillon sur les retraites, parce qu'elle est injuste socialement, et parce que ce sont les actionnaires et le capital qui doivent y contribuer, pas les seuls salariés, parce que la durée moyenne du travail de cotisations des Français est de 37 annuités, parce que les retraites doivent être garanties à 75 %, calculées sur les 10 meilleures années, et indexées sur les salaires.

Ils veulent qu'on garde un système de santé publique, de qualité, mutualisé, pour tous, financé par les cotisations patronales et salariales, avec une médecine de prévention, une économie de médicament prises sur les grands groupes pharmaceutiques. Ils rejettent les menaces d'ordonnances anti-Sécu !

Ils veulent non seulement repousser toutes les attaques prévues par De Villepin et le Medef contre le droit du travail, mais ils veulent un contrôle sur les licenciements abusifs, boursiers, des droits plus importants pour les comités d'entreprise, les syndicats, ils veulent que les lois de la République l'emportent sur le marché et la délinquance patronale. Ils veulent de vraies 35 h hebdomadaires sans perte de salaire, sans flexibilité, avec embauche correspondante pour créer des centaines de milliers d'emplois et relancer la croissance.

Ils veulent garder un fort service public. Pas touche à Edf-Gdf, ni à France Télécom, ni à la Poste, ni à la Sncf ! Eau, énergie, transports, santé, école, télécommunications, doivent rentrer ou rester dans le service public. Et ils veulent un service public de l'information, de l'édition, de l'audiovisuel, ils en ont assez du bourrage de crâne libéral et la pensée unique en économie ! La majorité sociologique de gauche de notre pays rejettera de la même façon toute tentative pour lui faire avaler une Europe libérale. Elle ne veut pas d'une Europe qui envisage en ce moment plus de 48 h de travail hebdomadaires de travail, pour accueillir les 10 pays nouveaux. Elle veut une Europe sociale et non pas une Europe libérale. Elle veut un salaire minimum unique en Europe et une réduction de la durée du travail commune qui s'applique aux 25 pays.

En fait, voilà l'essentiel, le coeur d'un projet pour une gauche unie. Il faut le formuler, vite, sans attendre 2007, car il se peut que la société rejette Chirac bien avant cette date.

Gérard Filoche, membre du Bn du parti socialiste, inspecteur du travail,